

§ 2. Na ontvangst van het antwoord van de lidstaat van vestiging of als geen antwoord binnen een redelijke termijn wordt gegeven, deelt de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap, in voorkomend geval, haar voornemen maatregelen te nemen mee aan de Europese commissie en aan de lidstaat van vestiging, alsook aan de coördinator van de Franse Gemeenschap en/of aan de federale coördinator.

De mededeling bepaalt :

1° de redenen waarom de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap oordeelt dat de door de lidstaat van vestiging genomen of beoogde maatregelen ongepast zijn;

2° de redenen waarom ze oordeelt dat de beoogde maatregelen voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 17, § 1.

§ 3. De maatregelen kunnen niet eerder dan vijftien werkdagen worden genomen nadat een kennisgeving overeenkomstig § 2 werd gericht aan de lidstaat van vestiging en aan de Europese Commissie.

§ 4. In spoedeisende gevallen kan de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap, van de paragrafen 1, 2 en 3 afwijken. De Europese Commissie en de lidstaat van vestiging worden in dat geval van de maatregelen in kennis gesteld, met opgave van de redenen waarom er volgens de instantie sprake is van een spoedeisend karakter.

§ 5. De hierboven beschreven procedure is van toepassing onverminderd de gerechtelijke procedures.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 41.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2009-2010*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 107-1.- Verslag, nr. 107-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2010.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 3035

[C - 2010/29472]

#### 19 JUILLET 2010. — Décret relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives aux institutions universitaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 36bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36bis. § 1<sup>er</sup>. Il est accordé annuellement à chaque institution visée à l'article 25 une allocation complémentaire égale à la différence entre :

— d'une part, le montant théorique des droits d'inscription, calculé en fonction de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 4 et de l'article 39, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>;

— d'autre part, le montant réellement perçu après application des réductions sur ces droits d'inscription en faveur des étudiants bénéficiant d'une allocation d'études ou de condition modeste.

§ 2. Il est accordé annuellement à chaque institution visée à l'article 25 une allocation complémentaire égale à la différence entre :

— d'une part, le montant théorique des droits d'inscription, calculé en fonction de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 4, de l'article 39, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, et de l'article 39, § 6;

— d'autre part, le montant réellement perçu, calculé en fonction de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 39, § 4bis, de l'article 39, § 5, alinéa 1<sup>er</sup> et de l'article 39, § 6.

§ 3. A titre provisionnel, un tiers des allocations complémentaires prévues aux paragraphes précédents est liquidé le 31 décembre au plus tard à chaque institution visée à l'article 25, sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables arrêtées au 1<sup>er</sup> décembre. Le solde est liquidé le 1<sup>er</sup> juillet sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables définitives. ».

**Art. 2.** L'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Ce montant est ramené à zéro euro pour les étudiants bénéficiant d'une allocation d'études ou de condition modeste au sens des alinéas 3 et 4 du § 2. ».

**Art. 3.** Dans l'article 39, § 2, alinéa 3, de la même loi, les mots « Ce montant est ramené à 49,58 euros » sont remplacés par les mots « Les montants visés aux alinéas qui précèdent sont ramenés à zéro euro. »

**Art. 4.** Dans l'article 39, § 2, alinéa 4, de la même loi, les mots « 297,47 euros » sont remplacés par les mots « 247,99 euros ».

**Art. 5.** Dans l'article 39, § 3, de la même loi, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ce montant est ramené à 17,35 euros s'il s'agit d'un étudiant de condition modeste au sens du § 2, alinéa 4. Aucun montant ne peut être réclamé s'il s'agit d'un étudiant bénéficiant d'une allocation d'études au sens du § 2, alinéa 3. »

**Art. 6.** Dans l'article 39, § 4, de la même loi, les mots « visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 » sont remplacés par les mots « visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5 ».

**Art. 7.** Dans la même loi, il est ajouté un article 39, § 4bis, rédigé comme suit :

« § 4bis. Pour une année académique déterminée, le Gouvernement peut déroger à l'application de l'indexation prévue au § 4. Cette dérogation est d'office appliquée pour les années académiques 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Dans ce cas, les montants prévus aux §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5 et 6 restent identiques à ceux de l'année académique qui précède.

Lorsque, pour une année académique déterminée (N), il n'est plus dérogé à l'application de l'indexation conformément à l'alinéa précédent, les montants visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5 et 6 sont indexés en fonction de l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

(montant de l'année académique N - 1) x (indice du mois de novembre de l'année N - 1) : (indice du mois de novembre de l'année N - 2)

Ces montants sont arrondis à l'euro inférieur. ».

**Art. 8.** L'article 39, § 5, de la même loi, est complété par la phrase suivante :

« Ce droit ne peut dépasser 14,18 euros par an. »

Et il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Aucun droit ne peut être perçu pour les étudiants bénéficiant d'une allocation d'études ou de condition modeste au sens des alinéas 3 et 4 du § 2. ».

#### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux Hautes Ecoles et aux Ecoles Supérieures des Arts*

**Art. 9.** Dans l'article 12, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, les mots « L'Exécutif » sont remplacés par « Sans que ces montants ne puissent dépasser les plafonds visés à l'alinéa 14, le Gouvernement ».

**Art. 10.** Dans l'article 12, § 2, alinéa 3, de la même loi, les mots « ces montants sont ramenés respectivement à 25 EUR dans l'enseignement supérieur de type court, et à 37 EUR dans l'enseignement de type long. Pour les étudiants visés dans le présent alinéa, il ne peut être prélevé de droits complémentaires en plus du minerval qui leur est appliqué. » sont remplacés par les mots « ces montants sont ramenés à zéro euro tant dans l'enseignement supérieur de type court que dans l'enseignement supérieur de type long. En outre, pour les étudiants visés par le présent alinéa, il ne peut être prélevé aucun droit complémentaire et aucun frais apprécié au coût réel. »

**Art. 11.** Dans l'article 12, § 2, alinéa 14, de la même loi, les mots « 80 euros » sont remplacés par les mots « zéro euro. Aucun montant ne peut donc être réclamé à ces étudiants. »

**Art. 12.** L'article 12, § 2, alinéa 15, de la même loi, est complété par les phrases suivantes :

« A partir de l'année académique 2010-2011, le présent alinéa n'est plus d'application pour les étudiants visés à l'alinéa 3 et les étudiants de condition modeste. Pour l'année académique 2010-2011, le Gouvernement arrête le montant qui aurait dû être perçu par les établissements en vertu du présent alinéa et fixe les modalités de répartition entre les établissements concernés au prorata de la dernière tranche qui aurait dû être perçue. »

**Art. 13.** L'article 12, § 2, de la même loi est complété par les alinéas suivants :

« Pour les étudiants de condition modeste, les montants visés à l'alinéa 2, 1° et 3° sont diminués de 78,65 EUR.

Pour une année académique déterminée, le Gouvernement peut déroger à l'application de l'indexation prévue à l'alinéa 8. Cette dérogation est d'office appliquée pour les années académiques 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Dans ce cas, les montants prévus au présent paragraphe restent identiques à ceux de l'année académique qui précède.

Lorsque, pour une année académique déterminée (N), il n'est plus dérogé à l'application de l'indexation prévue à l'alinéa 8, les montants visés au présent paragraphe sont indexés en fonction de l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

(montant de l'année académique N - 1) x (indice du mois de novembre de l'année N - 1) : / (indice du mois de novembre de l'année N - 2)

Ces montants sont arrondis à l'euro inférieur. »

**Art. 14.** Dans le chapitre 2 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré une section 7, comportant un article 21sexies rédigé comme suit :

« Section 7. — Allocation complémentaire

Art. 21sexies. A partir de l'année académique 2010-2011, il est accordé annuellement à chaque Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française une allocation complémentaire composée des quatre parties suivantes :

1° le nombre d'étudiants réguliers finançables boursiers inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type court multiplié par 76 EUR;

2° le nombre d'étudiants réguliers finançables boursiers inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type long multiplié par 85 EUR;

3° le nombre d'étudiants réguliers finançables de condition modeste inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type long multiplié par 55,5 EUR;

4° la différence entre :

— d'une part, les nombres d'étudiants réguliers finançables ordinaires, de condition modeste et boursiers multipliés par les montants théoriques des plafonds totaux respectifs visés à l'article 12, § 2, alinéa 14, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et multipliés par la formule d'indexation visée à l'article 12, § 2, alinéa 8, de la même loi;

— d'autre part, les nombres d'étudiants réguliers finançables ordinaires, de condition modeste et boursiers multipliés par les montants théoriques des plafonds totaux respectifs visés à l'article 12, § 2, alinéa 14, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et multipliés par la formule d'indexation visée aux trois derniers alinéas de l'article 12, § 2, de la même loi.

A titre provisionnel, un tiers de l'allocation complémentaire prévue à l'alinéa précédent est liquidée le 31 décembre au plus tard à chaque Haute Ecole, sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables arrêtées au 1<sup>er</sup> décembre. Le solde est liquidé le 1<sup>er</sup> juillet sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables définitivement contrôlés.

Pour les Hautes Ecoles qui organisent une des sections visées à l'article 12, § 2, alinéa 16 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, cet article ne s'applique pas si la Haute Ecole réclame aux étudiants, qui s'inscrivent dans une des sections concernées, un montant total qui est supérieur au montant total réclamé pour l'année académique 2009-2010 pour autant que ce dernier montant soit supérieur au plafond visé à l'article 12, § 2, alinéa 14 de la loi du 29 mai 1959 précitée pour l'année académique 2009-2010. ».

**Art. 15.** Dans la troisième partie du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), il est inséré un Titre *IIbis*, comportant un article *57bis*, rédigé comme suit :

« TITRE *IIbis*. — Soutien aux étudiants

Art. *57bis*. § 1<sup>er</sup>. A partir de l'année académique 2010-2011, il est accordé annuellement à chaque Ecole Supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française une allocation complémentaire composée des quatre parties suivantes :

1° le nombre d'étudiants réguliers finançables boursiers inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type court multiplié par 76 EUR;

2° le nombre d'étudiants réguliers finançables boursiers inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type long multiplié par 85 EUR;

3° le nombre d'étudiants réguliers finançables de condition modeste inscrits dans des études classées dans l'enseignement supérieur de type long multiplié par 55,5 EUR;

4° la différence entre :

— d'une part, les nombres d'étudiants réguliers finançables ordinaires, de condition modeste et boursiers multipliés par les montants théoriques des plafonds totaux respectifs visés à l'article 12, § 2, alinéa 14, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et multipliés par la formule d'indexation visée à l'article 12, § 2, alinéa 8, de la même loi;

— d'autre part, les nombres d'étudiants réguliers finançables ordinaires, de condition modeste et boursiers multipliés par les montants théoriques des plafonds totaux respectifs visés à l'article 12, § 2, alinéa 14, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et multipliés par la formule d'indexation visée aux trois derniers alinéas de l'article 12, § 2, de la même loi.

A titre provisionnel, un tiers de l'allocation complémentaire prévue à l'alinéa précédent est liquidée le 31 décembre au plus tard à chaque Ecole Supérieure des Arts, sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables arrêtées au 1<sup>er</sup> décembre. Le solde est liquidé le 1<sup>er</sup> juillet sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables définitivement contrôlés.

Cet article ne s'applique pas si l'Ecole Supérieure des Arts réclame aux étudiants, qui s'inscrivent, un montant total qui est supérieur au montant total réclamé pour l'année académique 2009-2010 pour autant que ce dernier montant soit supérieur au plafond visé à l'article 12, § 2, alinéa 14 de la loi du 29 mai 1959 précitée pour l'année académique 2009-2010. ».

**Art. 16.** L'article *21quater* du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« Article *21quater*. § 1<sup>er</sup>. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux Hautes Ecoles. A partir de l'année budgétaire 2010, le montant global destiné à cet effet s'élève à 11.267.783 EUR. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente.

§ 2. Un coefficient réducteur est appliqué à ce montant, après indexation, de 0,6 en 2010 et de 0,8 en 2011. A partir de l'année budgétaire 2012 et pour les années suivantes, aucun coefficient réducteur ne peut être appliqué.

§ 3. L'allocation est répartie de la manière suivante :

a) chaque Haute Ecole reçoit le résultat de la multiplication du tiers de l'allocation par le rapport entre le nombre d'étudiants finançables inscrits dans cette Haute Ecole au cours de l'année académique précédente et le nombre d'étudiants finançables inscrits dans l'ensemble des Hautes Ecoles pour l'année académique précédente. Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 89 du Décret;

b) les deux tiers restants sont répartis de la manière suivante :

1° chaque Haute Ecole se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste ou les autres étudiants, inscrits dans la Haute Ecole au cours de l'année académique précédente;

2° chaque Haute Ecole reçoit le résultat de la multiplication des deux tiers de l'allocation par le rapport entre le total des points reçus pour chaque étudiant de cette Haute Ecole et l'ensemble des points attribués aux Hautes Ecoles;

3° ce produit est un complément de la recette constituée par les minervaux perçus auprès des étudiants. »

**Art. 17.** L'article 4 du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire, tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux Ecoles Supérieures des Arts. A partir de l'année budgétaire 2010, le montant global destiné à cet effet s'élève à 1.588.642 EUR. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente.

§ 2. Un coefficient réducteur est appliqué à ce montant, après indexation, de 0,6 en 2010 et de 0,8 en 2011. A partir de l'année budgétaire 2012 et pour les années suivantes, aucun coefficient réducteur ne peut être appliqué.

§ 3. L'allocation est répartie de la manière suivante :

a) chaque Ecole Supérieure des Arts reçoit le résultat de la multiplication du tiers de l'allocation par le rapport entre le nombre d'étudiants finançables inscrits dans cette Ecole Supérieure des Arts au cours de l'année académique précédente et le nombre d'étudiants finançables inscrits dans l'ensemble des Ecoles Supérieures des Arts pour l'année académique précédente. Ce produit est un complément au montant des subsides sociaux visés à l'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

b) les deux tiers restants sont répartis de la manière suivante :

1° chaque Ecole Supérieure des Arts se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste ou les autres étudiants, inscrits dans l'Ecole Supérieure des Arts au cours de l'année académique précédente;

2° chaque Ecole Supérieure des Arts reçoit le résultat de la multiplication des deux tiers de l'allocation par le rapport entre le total des points reçus pour chaque étudiant de cette Ecole Supérieure des Arts et l'ensemble des points attribués aux Ecoles Supérieures des Arts. »;

3° ce produit est un complément de la recette constituée par les minervals perçus auprès des étudiants.

### CHAPITRE III. — Disposition relative à l'accessibilité des supports de cours écrits

**Art. 18.** Dans le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, tel que modifié, le dernier alinéa de l'article 23 est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque institution universitaire, Haute Ecole et Ecole Supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française est tenue de mettre à disposition des étudiants régulièrement inscrits, sur son site intranet, l'ensemble de tous les supports de cours obligatoires pour l'étudiant, sans préjudice du respect des dispositions relatives aux droits d'auteur. Cette mise à disposition est effective au plus tard un mois après le début de chaque cours concerné ou au plus tard 6 semaines avant les examens pour les nouveaux enseignements.

Si un étudiant boursier en fait la demande, les Universités, les Hautes écoles et Ecoles Supérieures des Arts sont tenues d'imprimer, à titre gratuit, les supports de cours obligatoires visés à l'alinéa précédent.

Dans les Ecoles Supérieures des Arts et dans les Hautes Ecoles, lorsque l'institution met, par ailleurs, à disposition via impression les notes, supports de cours et autres documents pédagogiques visés à l'alinéa précédent, le coût de cette impression est soumis à l'avis de la commission de concertation chargée de rendre un avis sur les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants. »

**Art. 19.** Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2010-2011, à l'exception de l'article 18 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2010-2011 pour la 1<sup>re</sup> année d'études menant au grade de bachelier et à partir de l'année académique 2011-2012 pour les autres années d'études.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 113-1. — Rapport, n° 113-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2010.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3035

[C — 2010/29472]

**19 JULI 2010. — Decreet betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen met betrekking tot de universitaire instellingen**

**Artikel 1.** Artikel 36bis van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 36bis. § 1. Jaarlijks wordt er aan iedere instelling bedoeld in artikel 25 een bijkomende toelage toegekend die gelijk is aan het verschil tussen :

— enerzijds, het theoretische bedrag van de inschrijvingsgelden, berekend in functie van artikel 39, § 1, eerste lid, artikel 39, § 2, eerste en tweede lid, van artikel 39, § 3, eerste lid, van artikel 39, § 4 en van artikel 39, § 5, eerste lid;

— anderzijds, het werkelijk geïnde bedrag na de toepassing van de verminderingen op deze inschrijvingsgelden voor bursalen of minvermogende studenten.

§ 2. Jaarlijks wordt er aan iedere instelling bedoeld in artikel 25 een bijkomende toelage toegekend die gelijk is aan het verschil tussen :

— enerzijds, het theoretische bedrag van de inschrijvingsgelden, berekend in functie van artikel 39, § 1, eerste lid, artikel 39, § 2, eerste en tweede lid, van artikel 39, § 3, eerste lid, van artikel 39, § 4, van artikel 39, § 5, eerste lid en van artikel 39, § 6;

— anderzijds, berekend in functie van artikel 39, § 1, eerste lid, artikel 39, § 2, eerste en tweede lid, van artikel 39, § 3, eerste lid, van artikel 39, § 4bis, van artikel 39, § 5, eerste lid en van artikel 39, § 6.

§ 3. Als provisie wordt één derde van de bijkomende toelagen bedoeld bij de vorige paragrafen vereffend op 31 december ten laatste aan elke instelling bepaald bij artikel 25, op basis van de inschrijvingen op 1 december van de regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten. Het saldo wordt op 1 juli vereffend op basis van de definitieve inschrijvingen van regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten. ».

**Art. 2.** Artikel 39, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid : « Dit bedrag wordt op zero euro teruggebracht voor de studenten die een studietoelage genieten of die minvermogend zijn in de zin van het derde en vierde lid van § 2. ».

**Art. 3.** In artikel 39, § 2, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « Dit bedrag wordt teruggebracht op 49,58 euro » vervangen door de woorden « De bedragen bedoeld bij de vorige leden worden op zero euro teruggebracht ».

**Art. 4.** In artikel 39, § 2, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden « 297,47 euro » vervangen door de woorden « 247,99 euro » teruggebracht.

**Art. 5.** In artikel 39, § 3, van dezelfde wet wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Dit bedrag wordt op 17,35 euro teruggebracht indien het om een minvermogende student gaat in de zin van § 2, vierde lid. Er mag geen bedrag geëist worden als het om student gaat die een studieallocatie geniet in de zin van § 2, derde lid. ».

**Art. 6.** In artikel 39, § 4, van dezelfde wet worden de woorden « bedoeld bij de §§ 1, 2 en 3 » vervangen door de woorden « bedoeld bij de §§ 1, 2, 3 en 5 » teruggebracht.

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt een artikel 39, § 4bis, toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4bis. Voor een ander bepaald academiejaar kan de Regering afwijken van de toepassing van de indexering bedoeld bij § 4. Deze afwijking wordt van ambtswege toegepast voor de academiejaren 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015. In dat geval zijn de bedragen bepaald bij de §§ 1, 2, 3, 5 en 6 gelijk aan deze van het voorafgaande academiejaar.

Wanneer, voor een bepaald academiejaar (N), niet meer afgeweken wordt van de toepassing van de indexering overeenkomstig het vorige lid, worden de bedragen bedoeld bij de §§ 1, 2, 3, 5 en 6 geïndexeerd in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de volgende formule :

(bedrag van het academiejaar N-1) x (indexcijfer van de maand november van het jaar N-1) : (indexcijfer van de maand november van het jaar N-2)

Deze bedragen worden afgerond op de lagere eenheid. ».

**Art. 8.** Artikel 39, § 5, van dezelfde wet, wordt met de volgende zin aangevuld :

« Dit recht mag niet 14,18 euro per jaar overschrijden. ».

En er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Geen recht mag geïnd worden voor de studenten die een studietoelage genieten of die minvermogend zijn in de zin van het derde en vierde lid van § 2. ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met betrekking tot de Hogescholen en de Hogere Kunstscholen*

**Art. 9.** In artikel 12, § 2, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, worden de woorden « De Executieve bepaalt » vervangen door de woorden « Zonder dat deze bedragen hoger kunnen zijn dan de maximumbedragen bepaald bij het veertiende lid, bepaalt de Regering ».

**Art. 10.** In artikel 12, § 2, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « worden deze bedragen respectief tot 25 euro in het hoger onderwijs van het korte type, en tot 37 euro in het onderwijs van het lange type teruggebracht. Voor de studenten bedoeld in het vorige lid kan geen bijkomende rechten geïnd worden naast het inschrijvingsgeld dat op hen van toepassing is » vervangen door de woorden « worden deze bedragen tot zero euro teruggebracht zowel in het hoger onderwijs van het korte type als in het onderwijs van het lange type. Bovendien, voor de student bedoeld bij dit lid kan geen bijkomend recht geïnd worden en geen kost geraamd op de werkelijke kost. ».

**Art. 11.** In artikel 12, § 2, veertiende lid, van dezelfde wet, worden de woorden « 80 euro » vervangen door de woorden « zero euro. Geen bedrag kan dan ook van deze studenten gevraagd worden. ».

**Art. 12.** Artikel 12, § 2, vijftiende lid, van dezelfde wet, wordt met de volgende zinnen aangevuld :

« Vanaf het academiejaar 2010-2011 is dit lid niet meer van toepassing op de studenten bedoeld bij het derde lid en de minvermogene studenten. Voor het academiejaar 2010-2011 bepaalt de Regering het bedrag dat door de inrichtingen geïnd had moeten worden krachtens dit lid en stelt ook de nadere regels vast voor de verdeling over de betrokken inrichtingen naar rata van de laatste schijf die geïnd had moeten worden. »;

**Art. 13.** Artikel 12, § 2, van dezelfde wet, wordt met de volgende zinnen aangevuld :

« Voor minvermogene studenten worden de bedragen bedoeld bij het tweede lid, 1° en 3° met 78,65 euro verminderd.

Voor een bepaald academiejaar kan de Regering afwijken van de toepassing van de indexering bedoeld bij het achtste lid. Deze afwijking wordt van ambtswege toegepast voor de academiejaren 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015. In dat geval zijn de bedragen bepaald deze paragraaf gelijk aan deze van het voorafgaande academiejaar.

Wanneer, voor een bepaald academiejaar (N), niet meer afgeweken wordt van de toepassing van de indexering bedoeld bij het achtste lid, worden de bedragen bedoeld bij de vorige paragraaf geïndexeerd in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de volgende formule :

$$(\text{bedrag van het academiejaar } N-1) \times (\text{indexcijfer van de maand november van het jaar } N-1) : / (\text{indexcijfer van de maand november van het jaar } N-2)$$

Deze bedragen worden afgerond op de lagere eenheid. ».

**Art. 14.** In hoofdstuk 2 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een afdeling 7 ingevoegd die een artikel 21*sexies* bevat, luidend als volgt :

« Afdeling 7. — Bijkomende toelage

Art. 21*sexies*. Vanaf het academiejaar 2010-2011 wordt jaarlijks aan iedere hogeschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap een bijkomende toelage toegekend samengesteld uit de vier volgende delen :

1° het aantal regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen, die een beurs genieten en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het korte type vermenigvuldigd met 76 euro;

2° het aantal regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen, die een beurs genieten en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het lange type vermenigvuldigd met 85 euro;

3° het aantal regelmatige minvermogene studenten die voor een financiering in aanmerking komen en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het lange type vermenigvuldigd met 55,5 euro;

4° het verschil tussen :

— enerzijds, de aantallen gewone, minvermogene en beursgenietende regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen vermenigvuldigd met de theoretische bedragen van de respectieve volledige maximumbedragen bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en vermenigvuldigd met de indexeringsformule bedoeld bij artikel 12, § 2, achtste lid, van dezelfde wet;

— anderzijds, de aantallen gewone, minvermogene en beursgenietende regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen vermenigvuldigd met de theoretische bedragen van de respectieve volledige maximumbedragen bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en vermenigvuldigd met de indexeringsformule bedoeld bij de drie laatste leden van artikel 12, § 2, van dezelfde wet.

Als provisie wordt één derde van de bijkomende toelagen bedoeld bij de vorige paragrafen vereffend op 31 december ten laatste aan elke hogeschool, op basis van de inschrijvingen op 1 december van de regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten. Het saldo wordt op 1 juli vereffend op basis van de definitief gecontroleerde inschrijvingen van regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten.

Voor de hogescholen die één van de afdelingen bedoeld bij artikel 12, § 2, zestiende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving is dit artikel niet van toepassing als de hogeschool aan de studenten die zich inschrijven voor één van de betrokken afdeling een totaal bedrag vraagt dat hoger zou zijn dan het totaal bedrag gevraagd voor het academiejaar 2009-2010 voor zover dat dit laatste bedrag hoger zou zijn dan het maximumbedrag bepaald bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959 voor het academiejaar 2009-2010. ».

**Art. 15.** In het derde deel van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt een Titel *Ibis* ingevoegd waarin een artikel *57bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« TITEL *Ibis*. — Steun aan de studenten

Art. *57bis*. § 1. Vanaf het academiejaar 2010-2011 wordt jaarlijks aan iedere hogere kunstschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap een bijkomende toelage toegekend samengesteld uit de vier volgende delen :

1° het aantal regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen, die een beurs genieten en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het korte type vermenigvuldigd met 76 euro;

2° het aantal regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen, die een beurs genieten en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het lange type vermenigvuldigd met 85 euro;

3° het aantal regelmatige minvermogende studenten die voor een financiering in aanmerking komen en die ingeschreven zijn voor studies gerangschikt in het hoger onderwijs van het lange type vermenigvuldigd met 55,5 euro;

4° het verschil tussen :

— enerzijds, de aantallen gewone, minvermogende en beursgenietende regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen vermenigvuldigd met de theoretische bedragen van de respectieve volledige maximumbedragen bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en vermenigvuldigd met de indexeringsformule bedoeld bij artikel 12, § 2, achtste lid, van dezelfde wet;

— anderzijds, de aantallen gewone, minvermogende en beursgenietende regelmatige studenten die voor een financiering in aanmerking komen vermenigvuldigd met de theoretische bedragen van de respectieve volledige maximumbedragen bedoeld bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en vermenigvuldigd met de indexeringsformule bedoeld bij de drie laatste leden van artikel 12, § 2, van dezelfde wet.

Als provisie wordt één derde van de bijkomende toelagen bedoeld bij de vorige paragrafen vereffend op 31 december ten laatste aan elke hogeschool, op basis van de inschrijvingen van regelmatige en voor financiering in aanmerking komende studenten. Het saldo wordt op 1 juli vereffend op basis van de definitief gecontroleerde inschrijvingen van regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten.

Dit artikel is niet van toepassing op de hogere kunstschool als deze aan de studenten, die zich inschrijven, een totaal bedrag vraagt dat hoger is dan het totaal bedrag vereist voor het academiejaar 2009-2010, voor zover dit laatste bedrag hoger is dan het maximumbedrag bepaald bij artikel 12, § 2, veertiende lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959 voor het academiejaar 2009-2010. ».

**Art. 16.** Artikel *21quater* van het decreet van 9 september 1996 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel *21quater*. § 1. Er wordt een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs toegekend aan de hogescholen. Vanaf het begrotingsjaar 2010 bedraagt het globale bedrag 11.267.783 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar.

§ 2. Er wordt een verminderingcoëfficiënt op dit bedrag toegepast, na indexatie, van 0,6 in 2010 en van 0,8 in 2011. Vanaf het begrotingsjaar 2012 en voor de jaren daarna wordt er geen verminderingcoëfficiënt toegepast.

§ 3. De toelage wordt verdeeld als volgt :

a) iedere hogeschool bekomt het resultaat van de vermenigvuldiging van een derde van de toelage met de verhouding tussen het aantal voor een financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in deze hogeschool gedurende het vorige academiejaar en het aantal voor een financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in het geheel van de hogescholen gedurende het vorige academiejaar. De uitslag is een bijvoegsel bij het bedrag van de maatschappelijke subsidies bedoeld bij artikel 89 van het Decreet;

b) de twee overblijvende derden worden als volgt verdeeld :

1° iedere hogeschool krijgt respectief 4, 2 of 1 punt(en) voor bursalen, minvermogende studenten of andere studenten, ingeschreven in de hogeschool tijdens het vorige academiejaar;

2° iedere hogeschool krijgt het resultaat van de vermenigvuldiging van twee derde van de toelagen met de verhouding tussen het totaal bekomen punten voor iedere student van deze hogeschool en het geheel van punten toegekend aan de hogescholen;

3° dit product dient als aanvulling bij de opbrengst van het door de studenten betaalde inschrijvingsgeld. »

**Art. 17.** Artikel 4 van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, zoals gewijzigd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 4. § 1. Er wordt een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs toegekend aan de hogere kunstscholen. Vanaf het begrotingsjaar 2010 bedraagt het globale bedrag 1.588.642 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar.

§ 2. Er wordt een verminderingcoëfficiënt op dit bedrag toegepast, na indexatie, van 0,6 in 2010 en van 0,8 in 2011. Vanaf het begrotingsjaar 2012 en voor de jaren daarna wordt er geen verminderingcoëfficiënt toegepast.

§ 3. De toelage wordt verdeeld als volgt :

a) iedere hogere kunstschool bekomt het resultaat van de vermenigvuldiging van een derde van de toelage met de verhouding tussen het aantal voor een financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in deze hogere kunstschool gedurende het vorige academiejaar en het aantal voor een financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven in het geheel van de hogere kunstscholen gedurende het vorige academiejaar. De uitslag is een bijvoegsel bij het bedrag van de maatschappelijke subsidies bedoeld bij artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

b) de twee overblijvende derden worden als volgt verdeeld :

1° iedere hogere kunstschool krijgt respectief 4, 2 of 1 punt(en) voor bursalen, minvermogende studenten of andere studenten, ingeschreven in de hogere kunstschool tijdens het vorige academiejaar;

2° iedere hogere kunstschool krijgt het resultaat van de vermenigvuldiging van twee derde van de toelagen met de verhouding tussen het totaal bekomen punten voor iedere student van deze hogere kunstschool en het geheel van punten toegekend aan de hogere kunstschoolen;

3° dit product dient als aanvulling bij de opbrengst van het door de studenten betaalde inschrijvingsgeld. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling betreffende de toegang tot dragers van schriftelijke cursussen*

**Art. 18.** In het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, zoals gewijzigd, wordt het laatste lid van artikel 23 vervangen door de volgende bepaling :

« Iedere universitaire instelling, hogeschool en hogere kunstschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap is ertoe gehouden de regelmatig ingeschreven studenten op haar intranetsite het geheel van de dragers van de voor de student verplichte cursussen ter beschikking te stellen, onverminderd de inachtneming van de bepalingen betreffende het auteursrecht. Deze terbeschikkingstelling wordt effectief ten laatste één maand na het begin van de betrokken cursus of ten laatste zes weken vóór de examens voor de nieuwe cursussen.

Indien een bursaal erom vraagt worden de Universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstschoolen ertoe gehouden, gratis, de dragers te printen van de verplichte cursussen bedoeld bij het vorige lid.

In de hogere kunstschoolen en in de hogescholen, wanneer de Instelling verder per print de nota's, cursusdragers en andere pedagogische documenten bedoeld bij het vorige lid ter beschikking stelt, worden de kosten voor deze druk ter advies aan de overlegcommissie voorgelegd inzake schatting van de kosten in vergelijking met de werkelijke prijs betreffende de goederen en de diensten verleend aan de studenten. »

**Art. 19.** Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2010-2011, met uitzondering van artikel 18 dat uitwerking heeft vanaf het academiejaar 2010-2011 voor het eerste studiejaar dat leidt tot de graad van bachelor en vanaf het academiejaar 2011-2012 voor de andere studiejaar.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 113-1. — Verslag, nr. 113-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2010.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3036

[2010/204517]

#### 15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime de prime à l'herbe

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003, notamment l'article 68, § 1<sup>er</sup>, point b;

Vu le Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, notamment l'article 50, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le Règlement (CE) n° 639/2009 de la Commission du 22 juillet 2009 portant modalité d'exécution du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne le soutien spécifique;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, remplacé par l'article 214, 1<sup>o</sup>, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;